

Service des Risques Naturels et Technologiques  
Division canalisations et équipements sous pression  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 NANTES cedex 2

Nantes, le 24/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION**

75 rue Sophie Germain  
44300 Nantes

Références : 2026-0076  
Code AIOT : 0006301007

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION implanté LIEU DIT LA GASSUN 44410 Herbignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION
- LIEU DIT LA GASSUN 44410 Herbignac
- Code AIOT : 0006301007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HERBIGNAC CHEESE INGREDIENTS localisée au lieu dit « La Gassun » à HERBIGNAC exerce son activité dans la fabrication de fromage. Le site emploi environ 370 personnes travaillant 7/7 jours et en 3/8.

Des équipements sous pression y sont présents et figurent parmi les principaux facteurs de risques au sein des industries justifiant qu'une attention particulière soit portée au-delà de leur construction, à leur exploitation, à leur entretien, à leur contrôle et à leur éventuelle réparation.

Les installations visitées de manière partielles ont été les salles de machines à l'ammoniac n°3. Les équipements plus particulièrement regardés ont été, le séparateur d'huile de marque CKD CHLA-ZENI n° 51 981 de 2014 PS 25 bars 1235 litres, le bouteillon d'huile de marque LCB n°029034-002 de 2014 PS 20 bars 95 litres associés aux soupapes de sécurité de marque DANFOSS n°792106 et n°793195 tarées à 20 bars, le séparateur d'huile de marque MAYEKAWA n°CF/OS/ASM de 2020, PS 35 bars, 1560 litres, le séparateur d'huile de marque MAYEKAWA n°CF/OS/ASL de 2020, PS 35 bars, 1560 litres, le refroidisseur d'huile de marque HS-COOLER n°A20-30607A de 2020, PS 28 bars, 31,2 litres, le refroidisseur d'huile de marque HS-COOLER n°A20-30607B de 2020, PS 28 bars, 31,2 litres et le séparateur d'huile de marque SERIACO n°F1527 de 1986 PS 18 bars 394 litres.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Dossiers des équipements partie exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
5	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rédaction et approbation d'un plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
7	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	2 mois
8	Interventions (Notable / Non Notable)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26 28 29 30	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Suivi en service des équipements sous pression	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R 557-14-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts relevés sont liés à des éléments que l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter.  
La DREAL note par ailleurs, que les équipements sous pression sont suivis de manière rigoureuse par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accessoires de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]  V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
<b>Constats :</b>  La salle de machine à l'ammoniac SDM3 est un système frigorifique comprenant des collecteurs d'échappement raccordés sur les soupapes. Des équipements sous pression y ont été rajoutés à

plusieurs reprises, en 2008, 2014 et 2020.

Dans l'hypothèse où des éléments sont rajoutés sur des collecteurs existants, ces nouveaux dispositifs ne doivent pas faire obstacle aux bons fonctionnements des soupapes raccordées sur les collecteurs initialement calculés et fabriqués pour une perte de charge donnée.

L'exploitant a présenté une note de calcul établie par la société AXIMA le 04/12/2020 qui précise uniquement les équipements sous pression installés en 2020 :

- séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASM
- séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASL
- Bouteille BP de marque Integasa n°OF/43/8376
- le ruisseleur de marque Bucu n°13200099-10-IS
- le condenseur de marque Baltimore n°H200374601.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le bon dimensionnement des collecteurs de la SDM3 suite aux rajouts des équipements sous pression installés en 2008 et 2020.

- En 2008 : mise en place du condenseur de marque Baltimore n°H818872
- En 2014 : mise en place des équipements ci-dessous :
  - bouteille BP de marque LCB n°029034/001
  - bouteillon d'huile de marque LCB n°029034/002
  - séparateur d'huile de marque Samifi n°51981
  - condenseur de marque Evapco n°H14-693007-A/B

Documents transmis le 18/02/2026 :

- La note de calcul des collecteurs établie par la société Axima, suite au rajout des équipements installés en 2020.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**1<sup>er</sup> point :** L'exploitant devra pour la SDM 3, suite au rajout des équipements de 2008 et 2014, justifier au travers des notes de calculs, que les collecteurs d'échappements raccordés sur les équipements sous pression sont bien dimensionnés.

**2<sup>ème</sup> point :** une question se pose par ailleurs concernant le condenseur de marque Baltimore n°H818872, ce dernier est précisé sur l'attestation de requalification du Bureau Veritas datée du 31/12/2020 et n'est plus identifié dans la liste des équipements sous pression transmise par l'exploitant le 18/02/2026.

Si cet équipement est toujours présent sur l'installation, la liste des ESP doit le préciser et devra le cas échéant, faire l'objet d'un justificatif du bon dimensionnement des collecteurs d'échappements raccordés sur cet équipement.

*Nota: Ce contrôle est réalisé en application de la norme NF EN 13136.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 :** Compétence du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5

<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 5</p> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p> <p>II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas présenté concernant les ESP de la famille de l'air et de l'ammoniac un document répondant aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 20/11/2017.</p> <p>Pour rappel, ce document est applicable à tous les équipements sous pression éligible à la déclaration de mise en service, y compris ceux de l'air.</p> <p>Pour donner suite aux formations faites sur l'ammoniac, l'exploitant n'a pas présenté de document reconnaissant son personnel apte à la conduite des installations. Le document attendu est de la responsabilité de l'exploitant, il doit être établi par ce dernier à la suite des formations.</p> <p><i>Nota : L'attestation de formation est un document qui ne suffit pas à lui seul, pour répondre à l'article pré-cité.</i></p> <p><b><u>Documents transmis le 18/02/2026 :</u></b></p> <p><u>Concernant Monsieur Hubert Geordie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un document établi le 22/01/2021 par la société Socotec justifiant la réalisation favorable au stage à la surveillance d'exploitation en chaufferie avec ou sans présence humaine.</li> <li>- Un document signé de l'exploitant daté du 22/02/2021, autorisant l'accès à la chaufferie pour la surveillance et l'exploitation.</li> </ul> <p><u>Concernant Monsieur Feunteun Simon :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une attestation de formation établie par la société Clauger le 30/01/2025 justifiant la réalisation à la formation à la conduite des installations de réfrigération fonctionnant sous pression et en ammoniac.</li> <li>- Un document établi le 18/02/2025 par la société Apave justifiant la réalisation favorable du stage à la conduite des chaudières.</li> <li>- Un document signé de l'exploitant daté du 07/02/2025, autorisant l'accès à la chaufferie pour la surveillance et l'exploitation.</li> </ul> <p><u>Concernant Monsieur Riot Alexandre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une attestation de formation établie par la société Clauger le 30/01/2025 justifiant la réalisation à</li> </ul>

<p>la formation à la conduite des installations de réfrigération fonctionnant sous pression et en ammoniac.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un document établi le 06/03/2024 par la société Apave justifiant la réalisation du stage à la conduite des installations de réfrigération fonctionnant sous pression et en ammoniac.</li> <li>- Un document établi le 13/12/2021 par la société Apave justifiant la réalisation favorable du stage à la conduite des chaudières.</li> <li>- Un document signé de l'exploitant daté du 30/04/2025, autorisant l'accès à la chaufferie pour la surveillance et l'exploitation.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection un document reconnaissant son personnel apte à la conduite des ESP installés sur le site, vapeur, ammoniac, y compris ceux de la famille de l'air.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Dossiers des équipements partie exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...]</p> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements :</li> <li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</li> </ul> <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>

## **Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier pour les équipements sous pression cités ci-dessous, qu'ils sont à jour de leurs contrôles. De plus, des questions se posent sur les rapports de contrôles établis par le Bureau Veritas sur la SDM3.

### **1<sup>er</sup> point : ESP de la famille de l'air**

L'exploitant n'a pas pu justifier de la réalisation du contrôle de mise en service du récipient de marque Cordivari n°P186644.

### **Pour la tuyauterie vapeur → constat en lien avec le constat n°7 (réponse attendue avec le constat n°7) :**

Le programme de contrôle de la tuyauterie vapeur ne prend pas en compte les modifications faites sur le site, notamment avec le rajout de 4 barillets vapeur :

- auvent technique vers local NEP
- auvent technique vers Evapon
- auvent technique vers niveau 13
- Chauffage vers auvent technique

### **2<sup>ème</sup> point : Pour la SDM 3**

L'exploitant n'a pas présenté le Plan d'Inspection et son approbation qui aurait permis de vérifier l'exactitude des éléments, notamment les différentes évolutions faites sur cette installation en 2008, 2014 et 2020.

De plus, aucun élément n'a été transmis à l'inspection pour justifier que les contrôles ont été réalisés sur les équipements et tuyauteries rajoutés en 2020 (SDM 3 Hall + MYCOM).

### **3<sup>ème</sup> point : Concernant les rapports de contrôles du Bureau Veritas :**

**1<sup>er</sup> point :** L'attestation de requalification n°9347314/S8.8.1RQ établi par le Bureau Veritas datée du 31/12/2020 indique la présence d'un condenseur de marque Baltimore n°H81872 alors que la liste des ESP transmise le 18/02/2026 ne le précise pas.

**Si cet équipement est toujours présent sur l'installation, il pourrait être en retard de contrôle (IP à 24 mois).**

**2<sup>ème</sup> point :** L'attestation de requalification n°25920512/S2.1.1RQ, établi par le Bureau Veritas datée du 28/05/2025, amène plusieurs points :

- **indique la présence** d'un échangeur à plaque de marque **Thermowave n°904041421/35.0009 de 2024** alors que la liste des **ESP ne le précise pas**.
- **ne précise pas l'échangeur à plaque de marque Thermwave n°47961** de 2014, équipement identifié sur le compte rendu d'inspection périodique établi par le Bureau Veritas le 07/04/2023 et la liste des ESP.

**Si cet équipement est toujours présent sur l'installation, l'attestation de requalification doit le préciser.**

- concernant la **soupape Danfoss HP** localisée sur le **bouteillon d'huile** de marque LCB n°0290034-002, le rapport indique par **erreur un mauvais n° de soupape, il s'agit de la soupape n°793195 et non 792195**

### **Documents consultés en amont et pendant l'inspection :**

Concernant les ESP de la famille de l'air



- Pour les récipients de marque Sabawerk n°22399 et 22400
  - Les DMS n°404028 et 404029 datées du 16/01/2026
  - Les contrôles de mise en service établis par le Bureau Veritas portant les n°30292630/1.1.1 n°30292630/1.1.2

#### Concernant la SDM 1

- Les déclarations de mise en service des équipements sous pression éligibles
- Le schéma frigorifique révisé en date du 28/10/2021

#### Concernant la SDM 2

- Les déclarations de mise en service des équipements sous pression éligibles
- Le schéma frigorifique révisé en date du 11/06/2021

#### Concernant la SDM 3

- Les déclarations de mise en service des équipements sous pression éligibles
- Le schéma frigorifique révisé en date du 28/01/2021

#### Concernant la SDM 4

- La déclaration de mise en service des équipements sous pression éligibles
- Le schéma frigorifique

#### **Documents transmis le 18/02/2026 :**

##### Concernant les ESP famille de l'air :

- Le compte rendu d'inspection périodique du récipient de marque Covess n°BB-A7010, daté du 11/02/2026
- Le compte rendu d'inspection périodique du récipient de marque Pauchard n°X6268, daté du 11/02/2026
- Un mail de l'exploitant justifiant pour le récipient de marque Reflex n°P120790696 identifié en retard de requalification périodique dans la liste des ESP transmise le 29/01/2026, qu'il a été supprimé et remplacé.

##### Concernant la tuyauterie vapeur :

- Le programme de contrôle de la tuyauterie vapeur PS 18 bars DN 200 de 1995 venant du barillet vers la tour établie le 23/01/2017.

##### Concernant la SDM 3

- Le compte rendu d'inspection périodique n°18571800/S2.2.1R établi par le Bureau Veritas datée du 07/04/2023
- L'attestation de requalification n°9347314/S8.8.1RQ établi par le Bureau Veritas datée du 31/12/2020
- L'attestation de requalification n°25920512/S2.1.1RQ établi par le Bureau Veritas datée du 28/05/2025

##### Concernant la SDM 4

- Le Plan d'Inspection n°PI/6723 CH1 1/001 Indice A daté du 24/03/2025
- Le compte rendu de la vérification initiale daté du 07/03/2025

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra justifier pour les équipements sous pression ci-dessous, qu'ils sont à jour de leurs contrôles et apporter un éclaircissement sur la SDM 3, notamment sur les équipements identifiés sur les rapports de contrôles établis par le Bureau Veritas et la liste des ESP transmise par l'exploitant le 18/02/2026.

**1<sup>er</sup> point :** Pour les équipements sous pression de la famille de l'air, l'exploitant devra transmettre le compte rendu CMS du récipient de marque Cordivari n°P186644

**2<sup>ème</sup> point :** Pour la SDM 3, l'exploitant devra transmettre le plan d'inspection à jour et son approbation ainsi que les rapports de contrôles pour justifier que tous les équipements sous pression et tuyauteries de cette installation sont à jour et plus particulièrement ceux installés en 2020 pour lesquels, l'exploitant n'a pas apporté d'élément.

En complément, des explications sont attendues sur la présence ou non des équipements suivants :

- condenseur de marque Baltimore n°H81872
- échangeur à plaque de marque Thermowave n°904041421/35.0009 de 2024.
- échangeur à plaque de marque Thermowave n°47961 de 2014.

**3<sup>ème</sup> point :** L'attestation de requalification n°25920512/S2.1.1RQ, établi par le Bureau Veritas datée du 28/05/2025 comporte des erreurs. A l'issue de la révision du document par le Bureau Veritas, l'exploitant devra la transmettre à la DREAL.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Liste des appareils à pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Article 6

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

L'exploitant a établi une liste des équipements sous pression et tuyauteries répondant aux dispositions réglementaires.

**1<sup>er</sup> point:** Pour la SDM1, la liste précise uniquement des équipements et tuyauteries fabriqués en

2007 alors que cette installation comprend une déclaration de conformité CE établie par la société SERIACO le 16/04/2010 précisant une tuyauterie en catégorie III (n° de série 9908833/SDM1).

**2<sup>ème</sup> point :** Pour la SDM 2, la liste précise uniquement des équipements et tuyauteries fabriqués en 2007. Elle ne précise pas les condenseurs de marque Baltimore n°H230741001-1/2 ainsi que le skid installé en 2021. De plus, cette installation comprend une déclaration de conformité CE établie par la société SERIACO le 05/11/2010 précisant une tuyauterie en catégorie III (n° de série 9908833/SDM2) qui n'est pas non plus listée dans la liste.

**3<sup>ème</sup> point :** Pour la SDM3, les équipements installés en 2020 repris ci-dessous, sont précisés dans la liste des ESP transmise par l'exploitant le 18/02/2026. Par ailleurs, il manque les dates des dernières et prochaines requalifications périodique.

- Séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASM
- Séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASL
- Bouteille BP de marque Integasa n°OF/43/8376
- Le ruisseleur de marque Buco n°13200099-10-IS
- Le condenseur de marque Baltimore n°H200374601

**4<sup>ème</sup> point:** La liste ne précise aucun contrôle concernant le système frigorifique de marque Carrier.

*Nota : Quelques erreurs ont été identifiées et évoquées en inspection pour lesquelles, l'exploitant a apporté des corrections.*

Documents transmis le 29/01/2026 :

- la liste des équipements sous pression et tuyauteries

Documents transmis le 18/02/2026 :

- la liste des équipements sous pression et tuyauteries mise à jour

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection la liste des ESP actualisée reprenant tous les ESP et tuyauteries du site et en tenant compte des remarques formulées ci-dessus.

#### **Pour mémoire :**

- Pour la SDM 1 :
  - clarifier l'année de fabrication des équipements 2007 avec une tuyauterie qui aurait été fabriquée en 2010.
- Pour la SDM 2 :
  - clarifier l'année de fabrication des équipements de 2007 avec une tuyauterie qui aurait été fabriquée en 2010
  - rajouter le skid de 2021
  - rajouter le condenseur de 2023
- Pour la SDM 3 :
  - renseigner les dates des contrôles manquantes concernant les équipements sous pression et tuyauteries installés en 2020.
- Pour le groupe Carrier.

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Apporter les éléments liés à cette installation</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Déclaration de mise en service

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8 La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré sur l'application LUNE les équipements sous pression des SDM 1, 2, 3 et 4 ainsi que ceux de la vapeur et de l'air.  Sur certaines déclarations de mises en services (DMS), quelques erreurs ont été relevées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La DMS 398228 (ESP Cordivari n°P186644) indique notamment par erreur deux numéros d'équipement alors que l'exploitant en détient qu'un seul.</li> <li>• La DMS 391862 (SDM 4) indique la date du CMS identique à celle de la date de la déclaration de conformité CE de l'ensemble à savoir le 05/11/2024 alors que le contrôle de mise en service a été réalisée le 07/03/2025.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra corriger les DMS Lune n°398228 et n°391862 en apportant les modifications demandées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Rédaction et approbation d'un plan d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 13 [...] <p>VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la</p>

<p>date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.</p> <p>Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.</p> <p>La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ;</li> <li>- par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement.</li> </ul> <p>Un plan d'inspection est modifiable dans les conditions fixées dans le guide ou au cahier technique professionnel mentionné au IV du présent article. La modification est tracée.</p> <p>Si l'équipement change d'exploitant, le plan d'inspection est transféré avec la documentation. Le nouvel exploitant peut choisir de l'appliquer si les conditions d'exploitation sont identiques, d'élaborer un nouveau plan d'inspection, ou de suivre l'équipement selon le chapitre II du présent titre.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier pour le système frigorifique de marque Carrier, qu'il respect la réglementation et les dispositions de cet article.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence du plan d'inspection, le cas échéant de son approbation</li> <li>• Absence des rapports de contrôles.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour justifier la conformité du groupe Carrier, l'exploitant devra transmettre à l'inspection, le plan d'inspection, le cas échéant son approbation ainsi que les rapports de contrôles associés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 15</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi</p>

que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.

III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.

#### **Constats :**

Au travers de la liste des ESP et des tuyauteries, l'exploitant dispose d'une tuyauterie vapeur DN 200 et PS 18 bars soumise à inspection périodique. Quatre barillets vapeur (accessoires sous pression) à la tuyauterie y sont présents, deux avec une PS de 18 bars en DN 100 et deux avec une PS de 18 bars en DN 125.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le programme de contrôle de la tuyauterie, prenant en compte ces éléments.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre à l'inspection le programme de contrôle de la tuyauterie, de manière à vérifier que les nouveaux barillets vapeur sont bien identifiés et contrôlés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 8 : Interventions (Notable / Non Notable)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26 28 29 30

**Thème(s) :** Risques accidentels, Attestation de conformité d'intervention

#### **Prescription contrôlée :**

Article 26

Au cours de son exploitation, un équipement peut faire l'objet d'interventions. Il peut s'agir de réparations ou de modifications. Une intervention peut être importante, notable ou non notable.

Les critères permettant de classer les interventions sont précisés dans un guide professionnel approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'Autorité de sûreté

nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB), publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.

#### Article 28

I. - Une intervention est considérée comme notable lorsqu'elle ne relève pas de l'article 27 et qu'elle est susceptible d'avoir une incidence sur la conformité de l'équipement aux exigences essentielles de sécurité qui lui sont applicables. [...]

#### Article 29

I. - Les interventions ne relevant pas des articles 27 et 28 du présent arrêté sont considérées comme non notables.

II. - Une intervention non notable est réalisée par un exploitant ou par une personne compétente qu'il désigne.

III. - Toute intervention non notable est faite sur un équipement conformément aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement.

#### Article 30

I. - L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté. [...]

III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide. [...]

#### Constats :

Les installations SDM 1, SDM 2 et SDM 3 ont fait l'objet de modifications pour lesquelles l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter tous les éléments pour confirmer leurs conformités, notamment l'existence des attestations de conformité, précisant s'il s'agit d'une modification notable ou non et le cas échéant l'établissement des comptes rendus après intervention (CAI) établis par l'organisme habilité.

##### Pour la SDM 1:

- En 2010 : Présence d'une déclaration de conformité CE d'une tuyauterie de 2010 alors que tous les équipements et tuyauteries dans la liste sont identifiés comme étant tous de 2007 (intervention de 2010) ?

##### Pour la SDM 2:

- En 2010 : Présence d'une déclaration de conformité CE d'une tuyauterie de 2010 alors que tous les équipements et tuyauteries dans la liste sont identifiés comme étant tous de 2007 (intervention de 2010) ?

##### Pour la SDM 3:

- En 2008 :
  - Installation du condenseur de marque Baltimore n°H818872.
- En 2014 :
  - Rajout de la bouteille BP de marque LCB n°029034/001
  - En 2014 : Rajout du bouteillon d'huile de marque LCB n°029034/002

- En 2014 : Rajout du séparateur d'huile de marque Samifi n°51981
- En 2014 : Rajout du condenseur de marque Evapco n°H14-693007-A/B
- En 2020 :
  - Rajout du séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASM
  - Rajout du séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASL
  - Rajout de la bouteille BP de marque Integasa n°OF/43/8376
  - Rajout du ruisseleur de marque Bucu n°132000099-10-IS
  - Rajout du condenseur de marque Baltimore n°H200374601
  - Le retrait de la bouteille BP de marque Amia n°AM070
- En 2024 :
  - La présence d'un échangeur à plaque de marque Thermowave n°904041421/35.0009 de 2024 identifié sur l'attestation de requalification n°25920512/S2.1.1RQ établi par le Bureau Veritas datée du 28/05/2025.

#### **Documents transmis le 18/02/2026 :**

##### Pour la SDM 1 :

Concernant l'intervention de 2021, remplacement des condenseurs de marque EVAPCO n°20-894542-A /B et n°20-894543-A /B :

- L'attestation de conformité Non Notable datée du 16/10/2021
- La déclaration de conformité CE datée du 17/03/2022 établie par la société Axima accompagnée de l'attestation de l'ON « Bureau Veritas » et du rapport d'évaluation

##### Pour la SDM 2:

Concernant l'intervention de 2021, rajout d'un Skid :

- L'attestation de conformité Non Notable datée du 14/04/2021
- La déclaration de conformité CE datée du 14/04/2021 établie par la société Axima

Concernant l'intervention de 2023, remplacement des condenseurs de marque Baltimore n°H230741001-1/2 :

- L'attestation de conformité Non Notable datée du 30/04/2024

##### Pour la SDM 3:

Concernant l'intervention de 2014, rajout d'un système frigorifique et des tuyauteries :

- La déclaration de conformité CE datée du 19/09/2017 établie par la société Axima (partie système frigorifique)
- La déclaration de conformité CE datée du 07/09/2017 établie par la société Axima (partie tuyauterie)

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra pour toutes les interventions réalisées sur la SDM 1, SDM 2 et SDM 3 transmettre les attestations de conformité (notable ou non) et transmettre le cas échéant les comptes rendus après intervention (CAI) établis par l'organisme habilité.

Pour la SDM 1 et SDM 2, les éléments liés aux tuyauteries de 2010, « installations avec des équipements et tuyauteries indiqués sur la liste des ESP, comme étant tous de 2007 ». Interrogations concernant ces interventions. Des explications sont attendues.

Pour la SDM 3, les éléments liés aux interventions de 2008, 2014, 2020 et 2024

- En 2008 :



- installation d'un condenseur de marque Baltimore n°H818872 **(ESP toujours en place ?)**
- En 2014 :
  - rajout bouteille BP de marque LCB n°029034/001
  - rajout du bouteillon d'huile de marque LCB n°029034/002
  - rajout du séparateur d'huile de marque Samifi n°51981
  - rajout du condenseur de marque Evapco n°H14-693007-A/B
- En 2020 :
  - rajout du séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASM
  - rajout du séparateur d'huile de marque Mayekawa n°CF/OS/ASL
  - rajout de la bouteille BP de marque Integasa n°OF/43/8376
  - rajout du ruisseleur de marque Buco n°132000099-10-IS
  - rajout du condenseur de marque Baltimore n°H200374601
  - le retrait de la bouteille BP de marque Amia n°AM070
- En 2024 :
  - justifier de la présence ou non de l'échangeur à plaque de marque Thermowave n°904041421/35.0009 de 2024 **(Erreur potentiel sur l'attestation de requalification du Bureau Veritas)**, le cas échéant, justifier de la conformité de cette intervention.

*Nota : L'exploitant a transmis des attestations de conformités non notable liées à des interventions réalisées sur la SDM 1 et SDM 2. Ces documents ne sont pas signés par l'exploitant, la signature devra y être apposée.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Suivi en service des équipements sous pression

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2016, article R 557-14-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi en service des équipements sous pression

##### **Prescription contrôlée :**

I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R.557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :

1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars.

2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit PS x V de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. Litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à 4 bars.

##### **Constats :**

L'exploitant au travers des documents envoyés a transmis une liste des climatisations du site com-

prenant 84 climatisations dont 40 sont exploitées au R32, fluide de groupe 1.

Pour information, un exploitant qui dispose d'un système frigorifique, telle qu'une climatisation de bureau ou d'une pompe à chaleur, peut éventuellement avoir des installations soumises au suivi en service et répondre aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des ESP.

Les seuils de soumission sont différents entre un système qui fonctionne avec un fluide de groupe 1 ou de groupe 2.

- Groupe 1, le seuil pour un récipient : PS x V supérieur à 50 bar/litre

- Groupe 2, le seuil pour un récipient : PS au-delà de 4 bar x V supérieur à 200 bar/litre.

Le suivi d'une telle installation qui rentre dans le champs d'application doit respecter et appliquer d'une part les dispositions de l'arrêté pré-cité et d'autre part celles du cahier des charges USNEF du 23 juillet 2020 relative au suivi en service des systèmes frigorifiques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra vérifier s'il dispose d'installations de ce type et respecter le cas échéant les dispositions de l'arrêté du 20/11/2017 et du cahier technique professionnel USNEF du 23 juillet 2020 relative au suivi en service des systèmes frigorifiques.

Nota: Dans l'hypothèse d'utiliser de ce type d'appareil, la liste des équipements sous pression prévue par l'article 6 de l'arrêté du 20/11/2017 devra être complétée.

Ce constat n'appelle pas de réponse de l'exploitant. Il appartient à l'exploitant de vérifier si de telles installations sont présentes sur le site et le cas échéant réaliser les contrôles réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite